

REHABILITATION ET EXTENSION DE LA RESIDENCE DESNOYER

SOMMAIRE

1.	OBJET DU PROGRAMME : .....	3
2.	MAITRE DE L'OUVRAGE : .....	3
3.	MAITRISE D'ŒUVRE : .....	3
4.	BUREAU DE CONTROLE .....	4
5.	COORDINATION SPS.....	4
6.	LISTE GENERALE DES LOTS .....	4
7.	OBLIGATIONS CONTRACTUELLES.....	5
8.	REGLEMENT .....	5
8.1	D.T.U. ....	5
8.2	FORFAIT.....	5
9.	RENDEZ-VOUS DE CHANTIER.....	6
9.1	RENDEZ-VOUS HEBDOMADAIRE .....	6
9.2	ABSENCES .....	6
9.3	RESPONSABLES DE CHANTIER .....	6
9.4	COMPTES-RENDUS .....	6
10.	CONDUITE DES TRAVAUX.....	7
10.1	PÉRIODE DE PRÉPARATION .....	7
10.2	MAGASINS DE CHANTIER .....	7
10.3	BASE DE VIE .....	7
10.4	TRAVAUX NON VISIBLES ET NON ACCESSIBLES .....	9
10.5	CONTRÔLE ET ESSAIS DES MATÉRIAUX .....	9
10.6	CONTRÔLE EN USINE .....	9
10.7	MATÉRIAUX REFUSÉS .....	10
10.8	ESSAIS - VÉRIFICATIONS .....	10
10.9	PROTECTION DES OUVRAGES .....	10
10.10	RESPECT DES OUVRAGES .....	10
10.11	RESPECT DE L'ENVIRONNEMENT .....	10
10.12	ENLÈVEMENT DES MATÉRIAUX ET DIVERS .....	10
10.13	NETTOYAGE EN COURS DE TRAVAUX .....	10
10.14	HYGIENE ET SÉCURITÉ .....	11
10.15	CONDITIONS D'EXÉCUTION .....	11
10.15.1	CONNAISSANCE DES LIEUX ET SERVITUDES DE SITE. ....	11
10.15.2	RELEVÉS, ÉTAT DES LIEUX, ADAPTATION À L'EXISTANT.....	11
10.15.3	SÉCURITÉ DES PERSONNES.....	11
10.15.4	CONDITIONS D'INTERVENTION EN SITE OCCUPÉ .....	12
10.15.4.1	INFORMATION DES OCCUPANTS .....	12
10.15.4.2	PROTECTIONS .....	12
10.15.4.3	SÉCURITÉ .....	12
10.15.4.4	HORAIRES .....	13

REHABILITATION ET EXTENSION DE LA RESIDENCE DESNOYER

10.15.4.5	FONCTIONNEMENT.....	13
11.	DISPOSITIONS COMMUNES A TOUS CORPS D'ÉTAT.....	13
11.1	PRESCRIPTIONS GÉNÉRALES.....	13
11.1.1	PRÉAMBULE:.....	13
11.1.2	PRESCRIPTIONS COMMUNES :.....	13
11.1.3	MISSIONDEL'ENTREPRENEUR:.....	13
11.2	PRESCRIPTIONS TECHNIQUES.....	13
11.3	TROUS ETSCELLEMENTS.....	14
11.4	PANNEAUCHANTIER.....	14
11.5	RACCORDS APRÈS OUVRAGES.....	14
11.6	RACCORD OU RÉPARATION.....	15
11.7	VARIANTE.....	15
11.8	DOCUMENTS À REMETTRE PAR L'ENTREPRISE.....	15
11.9	VISITE PRÉALABLE.....	15
11.10	DISPOSITIONS SPECIFIQUES A LA GESTION DES DECHETS DE CHANTIER.....	16
12.	INSTALLATION DE CHANTIER ET DEPENSES COMMUNES.....	17
12.1	INSTALLATION DE CHANTIER ET BASE DE VIE.....	17
12.2	GESTION DU COMPTE PRORATA ET DES DEPENSES COMMUNES.....	18

**REHABILITATION ET EXTENSION DE LA RESIDENCE DESNOYER**

**1. Objet du programme :**

Le projet concerne la réhabilitation des logements de la résidence autonomie « Desnoyer » du CCAS de la commune de Saint Cyprien selon le programme suivant du Maître d'Ouvrage :

- Rénovation des cuisines et salles de bains de l'ensemble des logements,
- Remplacement des revêtements de sols souples des logements et parties communes,
- Transformation de 10 T1 en 5 T2,
- Réfection de l'installation électrique de la totalité des logements et des espaces communs aménagés,
- Remplacement des installations et appareils sanitaires, ventilation de la totalité des logements et des espaces communs aménagés,
- Création d'une extension cuisine.

**2. Maître de L'Ouvrage :**

CCAS Vile de Saint Cyprien  
Place Desnoyer  
66750 Saint Cyprien  
Mail : [ccas@stcyprien.fr](mailto:ccas@stcyprien.fr)

**3. Maîtrise d'Œuvre :**

**Architecte**

**AGENCE CAM**  
**M. Sacha Descoux**  
2, rue Grande des Fabriques  
66000 Perpignan  
Mail : [agence.cam@wanadoo.fr](mailto:agence.cam@wanadoo.fr)

**BET Fluides**

**ENR CONSEIL**  
**M. David VILA**  
52, avenue Gilbert Brutus  
66000 Perpignan  
Mail : [david.vila@enr-conseil.com](mailto:david.vila@enr-conseil.com)

**BET Structure**

**ETV INGENIERIE**  
**M. Sébastien VIGNES**  
16, avenue Eole  
Tecnosud 2  
66000 Perpignan  
Mail : [sebastien@etvi.fr](mailto:sebastien@etvi.fr)

**REHABILITATION ET EXTENSION DE LA RESIDENCE DESNOYER**

**Economiste**

**SARL JEAN-LOUIS PITSCHIEDER**

**M. Jean-Thomas PITSCHIEDER**

86, avenue Albert Schweitzer

66000 Perpignan

Mail : [contact@pitscheider.fr](mailto:contact@pitscheider.fr)

**4. Bureau de Contrôle**

**QUALICONSLT**

16, avenue Eole

Tecnosud 2

66000 Perpignan

**5. Coordination SPS**

**6. Liste générale des Lots**

**Lot N°01 Gros Œuvre**

**Lot n°02 Etanchéité**

**Lot n°03 Menuiseries Extérieures Aluminium**

**Lot N°04 Doublages – Cloisons - Plafonds Suspendus - Plâtrerie**

**Lot N°05 Menuiserie Intérieure**

**Lot N°06 Peinture Intérieure**

**Lot n°07 Enduits de façades,**

**Lot n°08 Carrelage - Faïence**

**Lot N°09 Electricité Générale**

**Lot N°10 Chauffage - Plomberie - Sanitaire – Ventilation**

**Lot n°11 Revêtements Sols Souples**

**Lot n°12 Nettoyage**

**Lot n°13 Ravalement de façades**

**REHABILITATION ET EXTENSION DE LA RESIDENCE DESNOYER**

## **7. OBLIGATIONS CONTRACTUELLES**

Les entreprises sont formellement obligées au respect des normes, règlements et prescriptions techniques officiellement en vigueur et ce, quelle que soit l'importance de la qualification de l'entreprise choisie par le Maître d'Ouvrage.

Le présent document constitue un cadre de spécifications techniques dans lequel certains détails peuvent ne pas être formulés explicitement sans supprimer pour autant l'obligation de les réaliser, quand ceux-ci sont nécessaires au parfait achèvement et au bon fonctionnement des ouvrages.

Les travaux devront, pour toutes les entreprises, être exécutés conformément :

- A) au C.C.T., dit Cahier des Clauses Techniques D.T.U.
- B) au présent C.C.T.P.
- C) aux normes françaises de l'AFNOR et en particulier le code des conditions minima qui en fait partie. Les matériaux et matériels employés seront de première qualité dans l'espèce indiquée et conformes aux normes.
- D) aux règles techniques du bâtiment en vigueur à la date d'exécution et relevant du béton armé, des constructions métalliques, etc...
- E) aux règles d'ordre public, administratif ou d'intérêt général publiées par décret (code civil, code construction et habitation...)
- F) en matière de protection, toute entreprise mettant en place du matériel ou des liquides susceptibles de créer un danger ou un incendie devra apposer les plaques réglementaires.
- G) au PGC SPS établi par le coordonnateur de sécurité.

L'entrepreneur ne pourra interdire l'accès du chantier aux personnes du Bureau de Contrôle ou mandatées par ce bureau.

## **8. REGLEMENT**

### **8.1 D.T.U.**

Les entreprises sont astreintes aux D.T.U. et règles de calcul D.T.U.

Elles se réfèrent à la liste des D.T.U. à jour à la date de remise de leur offre.

Les D.T.U. et règles de calcul D.T.U. seront partiellement repris dans le cadre des descriptions particulières d'ouvrage.

### **8.2 FORFAIT**

Les entrepreneurs devront prendre connaissance du C.C.T.P. concernant tous les corps d'état afin de prévoir dans leur soumission les travaux préparatoires de leur spécialité nécessaires à l'exécution de ces autres ouvrages et conformément à l'organisation dans le temps prévu au planning des travaux qui sera adopté après consultation des entreprises adjudicataires.

L'entrepreneur devra comprendre dans sa soumission tous les travaux de sa profession résultant de toutes les parties du C.C.T.P. à l'exception des travaux clairement exclus ou explicitement affectés à l'entrepreneur titulaire d'un autre lot.

**REHABILITATION ET EXTENSION DE LA RESIDENCE DESNOYER**

En outre, l'entrepreneur est informé que le C.C.T.P. n'a pas un caractère limitatif. En conséquence, il ne pourra arguer que des erreurs ou omissions au C.C.T.P. ou aux plans puissent le dispenser d'exécuter tous les travaux nécessaires à une réalisation conforme aux règles de l'art.

Les ouvrages non décrits seront traités par analogie avec ceux faisant l'objet du C.C.T.P.

Il est rappelé que les travaux supplémentaires ne seront acceptés que lorsqu'ils auront fait l'objet d'un O.S. signé par le Maître d'Ouvrage et le Maître d'Œuvre et d'un avenant figuré dans le cas de travaux cachés.

## **9. RENDEZ-VOUS DE CHANTIER**

### **9.1 RENDEZ-VOUS HEBDOMADAIRE**

Les rendez-vous de chantier organisés sous la direction du Maître d'Œuvre et en présence du Maître d'Ouvrage, des entreprises ont lieu, en principe, une fois par semaine, au jour fixé dès l'ouverture du chantier.

Les entrepreneurs seront tenus d'assister à ces réunions pendant toute la durée de l'exécution de l'ensemble des travaux ou de s'y faire représenter valablement. Les représentants désignés devront pouvoir, pour les affaires courantes, prendre toutes dispositions et décisions techniques et financières sur place sans avoir besoin de consulter leur direction.

Des comptes rendus seront établis pour les rendez-vous de chantier par le Maître d'Œuvre.

### **9.2 ABSENCES**

Toute absence à une réunion de chantier sera pénalisée d'une amende retenue sur situation. En fin de chantier, le montant de ces amendes sera réparti par le Maître d'Œuvre entre les divers participants aux réunions et en fonction de leur assiduité.

Le montant est fixé forfaitairement à **80€ TTC** par absence. L'absence d'un entrepreneur ou de son remplacement par des personnes insuffisamment qualifiées, à quelque titre que ce soit, entraîne la responsabilité de l'entrepreneur défaillant et mention du fait est portée sur le cahier de chantier. Toute absence implique l'acceptation sans réserve des décisions prises lors de ces réunions.

L'entrepreneur est responsable, dans le cas d'inexécution des dispositions du présent article, des dommages en résultant.

### **9.3 RESPONSABLES DE CHANTIER**

Les entreprises doivent avoir en permanence sur le chantier, à partir du moment où elles ont commencé effectivement leurs travaux, un chef de chantier qualifié qui devra être agréé du Maître d'Œuvre et du Maître d'Ouvrage.

En cas d'absence des chefs de chantier, les entrepreneurs (qui devront toujours avoir des représentants qualifiés) n'en resteront pas moins responsables de toutes les conséquences qui pourraient résulter de ces absences.

Les chefs de chantier devront être capables de représenter valablement leur entreprise tant auprès du Maître d'Œuvre que de l'Architecte et des autres entrepreneurs, et avoir tous pouvoirs pour régler sur place toutes questions courantes de chantier.

### **9.4 COMPTES-RENDUS**

A la fin de chaque rendez-vous de chantier, le Maître d'Œuvre établira un compte-rendu de chantier qui sera communiqué à chaque entreprise.

## REHABILITATION ET EXTENSION DE LA RESIDENCE DESNOYER

Les réserves notées feront l'objet d'un courrier de levée de réserves par les entreprises intéressées.

Les inscriptions portées par le Maître d'Œuvre valent note pour chaque entreprise intéressée, toute suite devant y être donnée.

L'absence à un rendez-vous ne permet pas de déroger à cette règle.

Le fait de ne pas avoir manifesté de remarque par écrit (Lettre recommandée) aux comptes-rendus de chantier dans les **quarante huit heures** de la réception du compte-rendu, constitue une approbation des termes du Compte-rendu.

### 10. CONDUITE DES TRAVAUX

#### 10.1 PÉRIODE DE PRÉPARATION

Période d'un mois pendant laquelle, avant exécution proprement dite des travaux, le maître de l'ouvrage et l'entrepreneur ont à prendre certaines dispositions préparatoires et à établir certains documents nécessaires à la réalisation des ouvrages.

Cette période démarrera dès le lendemain de la délivrance de l'ordre de service.

#### 10.2 MAGASINS DE CHANTIER

Outre les installations habituelles de chantier, grue, bétonnière, engins, il ne sera toléré aucun encombrement de matériels ou baraques dans les zones à aménager. En aucun cas, les entrepreneurs n'auront le droit d'installer leurs magasins de chantier à l'intérieur des constructions.

#### 10.3 BASE DE VIE

**Pour information et aide à la description et composition d'une base de vie selon les recommandations de la CARSAT:**

Le cantonnement doit être convenablement aéré, éclairé, isolé thermiquement et être équipé d'appareils de chauffage.

- Concevoir ou implanter le cantonnement afin que les sanitaires, et les vestiaires soient reliés entre eux par l'intermédiaire d'un sas.

- Maintenir en permanence les cantonnements propres et en état de fonctionnement, y compris pendant les périodes de gel,

- Réaliser un cantonnement de dimensions correspondant à l'effectif du chantier, à savoir au minimum :

- Surface des vestiaires > 1,5 m<sup>2</sup> par personne ;
- Surface des réfectoires > 1,5 m<sup>2</sup> par personne ;
- Surface des sanitaires > 0,75 m<sup>2</sup> par personne ;

Soit pour la surface d'une base vie > 3,75 m<sup>2</sup> par personne.

Les ratios qui précèdent permettent d'aménager un élément modulaire de 6,00 m x 2,50 m (soit 15 m<sup>2</sup>) en réfectoire pour 8 salariés, en vestiaire pour 8 salariés ou en sanitaire pour 16 salariés.

- Installer sur le toit des bungalows des garde-corps de manière à permettre une éventuelle intervention ultérieure, y associer un escalier d'accès.

#### **Vestiaires:**

- Installer dans le vestiaire des armoires individuelles composées de 2 compartiments, avec un emplacement pour bottes et chaussures de sécurité. Ces armoires seront ventilées, avec un système d'extraction d'air vicié à l'extérieur.

- Equiper le vestiaire de sièges ou bancs fixés, de patères.

**REHABILITATION ET EXTENSION DE LA RESIDENCE DESNOYER**

**Réfectoire:**

Équiper le réfectoire des éléments suivants :

- Tables et chaises,
- Évier alimenté en eau potable à température réglable,
- Appareils tels que plaques électriques, chauffe-gamelles, micro-ondes permettant de cuire ou réchauffer les aliments,
- Réfrigérateur,

**Installations sanitaires:**

- Installer des lavabos alimentés en eau potable, à température réglable à raison d'un lavabo pour 4 personnes au plus, équipés de savon et de moyen de séchage,
- Installer un cabinet à la turque équipé d'un point d'eau et 1 ou 2 urinoirs pour 16 personnes au plus, raccordés aux réseaux d'eau et d'assainissement,
- Installer des cabines de douches à parois opaques, à raison d'une douche pour 16 personnes au plus, comportant chacune un sas de déshabillage équipé d'un siège et de patères, d'un chauffage spécifique rapide et communiquant directement avec les vestiaires.

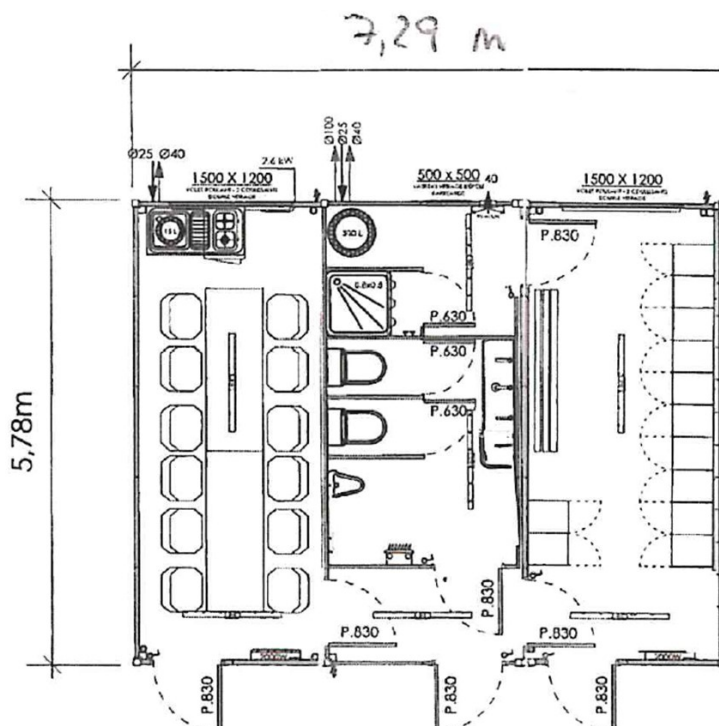
**Raccordements aux réseaux:**

- Raccorder les installations au réseau public de distribution électrique à la charge du Lot Gros Œuvre ;
- Les réseaux électriques intérieurs de chantier, avec coffret de branchement, sont à charge du lot Électricité depuis les alimentations existantes
- Raccorder les équipements sanitaires aux réseaux d'eau et d'assainissement. L'alimentation et l'évacuation des fluides seront conçues pour être hors gel.

**Exemple d'une base de vie pour des effectifs en pointe de 16 personnes**



## REHABILITATION ET EXTENSION DE LA RESIDENCE DESNOYER

**10.4 TRAVAUX NON VISIBLES ET NON ACCESSIBLES**

L'entrepreneur devra faire connaître en temps voulu les ouvrages invisibles ou qui deviendraient inaccessibles, et dont les qualités ne pourraient être constatées ultérieurement. Faute de remplir cette formalité les objets non visibles seront arbitrés par le Maître d'Œuvre sans recours de la part de l'entrepreneur.

**10.5 CONTRÔLE ET ESSAIS DES MATÉRIAUX**

L'entrepreneur est tenu de produire toutes justifications de provenance et de qualité des matériaux et de fournir tous les échantillons qui lui seront demandés en vue des essais imposés dans chaque cas particulier par le devis descriptif.

La fourniture de tous les échantillons qui lui seront demandés en vue des essais obligatoires, ainsi que les frais de ces essais sont à la charge de l'entrepreneur.

Il devra notamment, pour les matériaux et produits faisant l'objet d'une fiche, fournir l'ensemble des caractéristiques mentionnées sur la fiche s'il propose une variante au matériel décrit sur la fiche d'origine.

**10.6 CONTRÔLE EN USINE**

Le Maître de l'ouvrage ou le Maître d'Œuvre ont le droit de se faire représenter dans les usines, magasins, ateliers et carrières de l'entrepreneur, et de ses fournisseurs ou dans le cas d'entreprises groupées, pour les opérations de vérification et d'essais des matières premières avant usinage, du contrôle de la fabrication et de l'expédition des fournitures destinées aux travaux du marché.

Les diligences nécessaires pour permettre cette représentation auprès des fournisseurs incombent à l'entrepreneur.

**REHABILITATION ET EXTENSION DE LA RESIDENCE DESNOYER**

**10.7 MATÉRIAUX REFUSÉS**

En attendant leur enlèvement du chantier prévu à l'article du C.C.A.G. et C.C.A.P. les matériaux refusés doivent être mis de côté et signalés de manière apparente.

Cette obligation s'impose également pour les fournitures refusées en atelier, usines ou carrières de l'entrepreneur.

**10.8 ESSAIS - VÉRIFICATIONS**

Tant en cours de chantier, pendant l'exécution, que dès l'achèvement des travaux, il sera procédé, avant que tout installateur ait quitté le chantier, en présence d'un représentant du bureau de contrôle et du Maître d'Œuvre, à des essais et vérifications conformément aux normes françaises homologuées.

La fourniture des essais et vérifications COPREC CONSTRUCTION N° 1 ainsi que des résultats avec consignation dans des P.V est à charge de chaque lot concerné. Fourniture en 2 ex au bureau de contrôle et 1 au M.O.

Tous les frais résultant de ces essais, y compris les honoraires du bureau de contrôle technique, seront à la diligence et à la charge de l'installateur.

L'entrepreneur d'électricité fera son affaire du contrôle in situ par un bureau de contrôle agréé par le Maître d'Ouvrage.

**10.9 PROTECTION DES OUVRAGES**

Chaque entrepreneur devra, à ses frais, assurer la protection de tous ses ouvrages, et il restera personnellement responsable de tous les dégâts qui seraient apportés pour quelque cause que ce soit, et ceci jusqu'à la réception des ouvrages.

**10.10 RESPECT DES OUVRAGES**

Chaque entreprise doit respecter les travaux exécutés par les autres corps d'état. Dans ce but, les entreprises veilleront tout particulièrement à ne pas salir ou dégrader les ouvrages T.C.E. et ne pas nuire à la bonne finition de l'ensemble.

Les réparations éventuelles donneront lieu à imputation au compte des entreprises incriminées.

**10.11 RESPECT DE L'ENVIRONNEMENT**

Les protections, nettoyages et réfections des ouvrages environnants ayant été salis ou dégradés par les entreprises ou leurs sous-traitants, livreurs, sont à la charge des entreprises et seront exécutés par elles ou dans le cas de défaillance, à leurs frais.

**10.12 ENLÈVEMENT DES MATÉRIAUX ET DIVERS**

Sauf autorisation spéciale du Maître d'Œuvre, chaque entrepreneur doit enlever avant la réception tous matériaux non employés, tous ouvrages provisoires et tous appareils de transport et de manutention.

**10.13 NETTOYAGE EN COURS DE TRAVAUX**

Chaque entreprise :

- a obligation de trier et répartir les gravats dans les bennes ou autres dispositifs de stockage mis en place par le G.O selon les instructions de mise en place sur le chantier; le rejet sauvage est interdit.

**REHABILITATION ET EXTENSION DE LA RESIDENCE DESNOYER**

- à la charge du nettoyage immédiat des zones de travail ainsi que les moyens nécessaires à cet effet.

En cas de manquement aux obligations ci-avant énoncées, les entreprises concernées s'exposent à l'application de pénalités ou retenues consécutives à leurs carences;

A la fin du chantier, les ouvrages devront être livrés propres au Maître d'Ouvrage.

**10.14 HYGIENE ET SÉCURITÉ**

Chaque entrepreneur, pour ce qui le concerne, est tenu de prendre ou de faire prendre toutes dispositions afin d'assurer la sécurité du chantier, l'hygiène, la santé et la sécurité des travailleurs et la sécurité publique, en répondant à toutes les obligations mises à sa charge par les textes réglementaires en vigueur.

Spécialement, l'entrepreneur doit procéder aux épreuves et vérifications réglementaires du matériel qu'il utilise sur le chantier : échafaudages garde-corps ou filets, engins de levage, installations électriques, etc., ou charger de ces vérifications, sous sa responsabilité, une personne ou un organisme compétent.

La présente opération est de deuxième catégorie soumise à déclaration préalable et à PGC SPS

L'entrepreneur établit et est tenu de remettre au coordonnateur SPS un Plan Particulier de Sécurité et de Protection de la Santé après inspection commune organisée par le coordonnateur SPS. Cette obligation est applicable quel que soit le rang de l'entrepreneur (entreprise générale - co-traitant - sous-traitant) qui exécute une tâche sur le chantier.

L'entrepreneur qui envisage de sous-traiter est tenu d'informer chacun de ses sous-traitants que, l'opération étant soumise à l'élaboration d'un PGC SPS, ils seront tenus de remettre au coordonnateur SPS un Plan Particulier de Sécurité et de Protection de la Santé.

Le(s) Plan(s) Particulier(s) de Sécurité et de Protection de la Santé doit (doivent) être remis au coordonnateur dans les délais fixés par le décret du 26 décembre 1994 ou au plus tard à la fin de la période mentionnée au 10.1.1.2 du présent document.

**10.15 CONDITIONS D'EXÉCUTION**

**10.15.1 CONNAISSANCE DES LIEUX ET SERVITUDES DE SITE.**

L'entrepreneur devra, dans le cadre de son étude avant soumission se rendre compte sur place de l'état des lieux, des difficultés de contraintes diverses afférentes au terrain, aux bâtiments et aux ouvrages conservés ou non.

L'attention des candidats est particulièrement attirée sur le fait :

- que les logements sont occupés par les locataires, et qu'il leur appartient de prendre leurs dispositions en conséquences (locaux encombrés, protection des papiers peints, peintures, meubles, etc.).

**10.15.2 RELEVÉS, ÉTAT DES LIEUX, ADAPTATION À L'EXISTANT.**

L'entrepreneur contrôlera les données des plans du dossier.

Un état des lieux sera établi, en relation avec le locataire, avant et après travaux.

L'entreprise devra adapter les prestations intérieures décrites au CCTP en fonction des conditions particulières dues à l'aménagement parfois différent des logements par les locataires ; dans tous les cas, un contrôle des quantités et une adaptation financière du marché (balance) seront réalisés.

**10.15.3 SÉCURITÉ DES PERSONNES.**

Les bâtiments étant occupés pendant la réalisation des travaux, toutes les précautions seront prises pour assurer la sécurité des locataires :

- Pas d'entrave à la circulation par dépôt de matériel, outils, gravats ...

**REHABILITATION ET EXTENSION DE LA RESIDENCE DESNOYER**

- Au pourtour des bâtiments balisage obligatoire des zones de travail,
- Aucun objet ne sera laissé sur les échafaudages éventuels et leur accès sera inaccessible durant les heures non ouvrées.

L'entrepreneur assurera la protection et la signalisation de ses travaux sans préjudice de toutes les prescriptions légales et réglementaires plus étendues qui pourraient lui être imposées en cours de travaux. Il devra prendre toute mesure de sécurité de façon à supprimer tous les risques d'accident.

**10.15.4 CONDITIONS D'INTERVENTION EN SITE OCCUPÉ**

L'entrepreneur fera son affaire des prescriptions particulières au travail en logement occupé.

Il lui est donc demandé d'apporter un soin particulier à une bonne coordination inter-entreprises en logements et site occupés.

**10.15.4.1 INFORMATION DES OCCUPANTS**

L'entreprise est tenue de donner aux occupants et utilisateurs les dates de leurs interventions en parties privatives 15 jours avant le début des travaux, avec confirmation 48 heures avant le jour des travaux. L'information des occupants sera faite directement chaque fois que possible, mais sera toujours confirmée par l'affichage d'avis de passage. Outre les dates d'intervention dans les logements ces avis mentionneront les suspensions des services (eau, gaz, électricité) et toutes les perturbations apportées dans l'utilisation des locaux occupés.

Les entreprises devront strictement honorer les notes données.

En cas de réclamation, le préjudice subi sera remboursé par l'entreprise sur justification approuvée par le maître d'ouvrage.

Les logements non traités lors du premier passage devront faire l'objet d'une nouvelle procédure. Le même système servira pour tous travaux ou toutes visites à l'intérieur des logements.

**10.15.4.2 PROTECTIONS**

L'entrepreneur devra prendre toutes les mesures nécessaires à la protection du mobilier, des murs et des sols afin de n'occasionner aucun dégât. En cas de détérioration ou vol chez un locataire ou dans les espaces communs par un de ses ouvriers, l'entreprise devra assumer à ses frais le remboursement du dommage au locataire. Lorsque la détérioration ou le vol ne pourra être attribué de façon certaine à une entreprise déterminée, le dommage sera pris en charge au titre des dépenses communes au chantier par l'ensemble des entreprises.

En cas de problème il fera son affaire de toutes les réclamations des locataires. En cas de litige le Maître d'œuvre ou Maître d'ouvrage n'interviendront qu'à titre de conciliateur.

**10.15.4.3 SÉCURITÉ**

L'entrepreneur doit assurer la protection des habitants ou usagers pendant toute la durée du chantier tant à l'intérieur des logements que dans les parties communes et extérieures aux bâtiments par tous les moyens appropriés.

Il est en particulier demandé à l'entrepreneur de libérer et de nettoyer tous les lieux de passage (notamment halls, cages d'escalier, paliers, couloir) de tous les éléments non fixes (pots de peinture, isolant, etc...) susceptibles d'entraîner des chutes.

Par ailleurs, il lui est expressément interdit de stocker des produits toxiques ou inflammables dans les locaux appartenant au maître d'ouvrage.

**REHABILITATION ET EXTENSION DE LA RESIDENCE DESNOYER**

**10.15.4.4 HORAIRES**

L'entreprise est tenue de respecter des horaires compatibles avec l'usage des logements par les locataires. Les horaires de travail dans les logements sont de 8 h à 12 h et de 13 h à 17 h, sauf accord particulier avec un locataire si celui-ci ne concerne que des travaux non bruyants aucun dépassement ne sera toléré. Le travail le samedi est interdit.

**10.15.4.5 FONCTIONNEMENT**

Les pièces principales ne devront pas être inhabitables plus que la durée de la journée, soit de 8h à 17h. Le maintien en dehors des périodes d'intervention, du clos et du couvert et de la sécurité (garde-corps notamment) devra être assuré.

Il est interdit à l'entrepreneur de se fournir en énergie ou fluides chez un locataire ou dans les parties communes. La constatation de telle pratique entraînera immédiatement la demande d'une compensation financière.

**11. DISPOSITIONS COMMUNES A TOUS CORPS D'ÉTAT**

**11.1 PRESCRIPTIONS GÉNÉRALES**

**11.1.1 PRÉAMBULE :**

Les C.C.T.P. sont un complément aux pièces graphiques établies par le Maître d'Œuvre et font partie intégrante des pièces du marché.

Une visite des lieux est souhaitable pour appréhender les travaux exacts à effectuer et prendre en compte les incidences des existants, accès...

**11.1.2 PRESCRIPTIONS COMMUNES :**

Sauf indications contraires dans les C.C.T.P., l'expression "Entrepreneur" ou "Entreprise" s'applique à l'entrepreneur titulaire du lot correspondant à la partie du

C.C.T.P. dont il s'agit.

Lorsqu'il est fait mention d'un autre entrepreneur, celui-ci est désigné par la nature de son lot.

Il reste entendu que chaque entrepreneur doit avoir pris connaissance du C.C.T.P. dans sa globalité et qu'il a, avant signature de son marché, apprécié les prestations comprises dans ses prix en les complétant, le cas échéant, compte tenu des prestations des autres corps d'état ou des ingénieurs conseils spécialistes afin de livrer des ouvrages conformes aux règles de l'art.

**11.1.3 MISSION DE L'ENTREPRENEUR :**

A l'exception de la demande de permis de construire, l'entrepreneur devra faire personnellement toutes les démarches et demandes, fournir tous les papiers timbrés et remplir les formalités nécessaires, afin d'exécuter ses travaux conformément à tous les règlements en vigueur : occupation de la voie publique, palissade, demande de branchements, etc.

Lorsque ces autorisations sont utiles à l'ensemble du chantier, le Gros Œuvre assumera ces prestations.

**11.2 PRESCRIPTIONS TECHNIQUES**

Les matériaux et les modes de construction traditionnels doivent être conformes aux "CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES ET REGLES DE CALCUL D.T.U" mentionnés sur la dernière liste publiée par le C.S.T.B. dix jours avant la date de remise de soumission.

**REHABILITATION ET EXTENSION DE LA RESIDENCE DESNOYER**

A défaut d'un document technique unifié, ils doivent être conformes à la dernière édition du Cahier des prestations techniques publiée par le C.S.T.B. ou à défaut, conformes aux indications de la dernière édition par le R.E.E.F.

Les dimensions et sections des ouvrages indiquées sur les plans et dans les devis descriptifs ne sont que des minima, les entrepreneurs chargés des travaux devront augmenter ces dimensions et section chaque fois que le calcul en démontrera le besoin et cela sans supplément.

Tous les menus travaux préparatoires ou de finition, toutes les sujétions qui ne peuvent faire l'objet de descriptions détaillées, mais qui sont conformes aux règles de l'Art, de même que les ouvrages résultant des dispositions réglementaires, sont dus par les entreprises.

Les matériaux et leur mise en œuvre devront être conformes aux dispositions qualitatives de l'ensemble des normes de l'AFNOR intéressant le bâtiment.

Pour des matériaux non considérés comme traditionnels, ils devront être employés conformément au dernier agrément qu'ils ont obtenu ou avis techniques et couverts par une assurance spéciale, couvrant également les concepteurs.

L'entrepreneur est libre de choisir ses fournisseurs à condition que les produits livrés correspondent aux prescriptions du présent marché.

L'appréciation de l'équivalence de la fourniture proposée à celle prévue revient au Maître de l'ouvrage et au Maître d'Œuvre.

### **11.3 TROUS ET SCELLEMENTS**

Les trous et trémies dans les planchers ou dans les ouvrages en B.A. de l'ossature, devront être réservés par l'entrepreneur de G.O. lors du coulage du béton.

A cet effet, les entrepreneurs intéressés devront fournir en temps utile au Maître d'Œuvre et aux entrepreneurs de structure, tous les plans détaillés nécessaires à l'implantation et à la réservation de trous et trémies.

Toutefois, les dits plans ne seront pris en considération qu'après accord du Maître d'Œuvre.

L'entrepreneur de G.O. devra dans les mêmes conditions assurer avant le coulage du béton la pose des fourreaux, goujons, tasseaux, taquets en bois, etc., fournis par les entrepreneurs intéressés.

Les trous et percements dans le béton armé qui n'auront alors pas été réservés par le maçon, faute de renseignements, resteront à la charge de l'entrepreneur intéressé.

En complément des trous réservés dans le béton armé, tous les percements, trous et trémies dans les planchers ou dans les ouvrages en B.A. existants ainsi que les scellements nécessaires aux autres corps d'état sont dus par les entrepreneurs intéressés jusqu'à un diamètre de 200 mm ou 300 cm<sup>2</sup>.

Les sections supérieures seront créées et refermées par le lot GO.

De telles sujétions seront toujours considérées incorporées dans le montant du marché d'origine de chaque entreprise.

### **11.4 PANNEAU CHANTIER**

Le panneau de chantier sera à réaliser par le Lot n°01 Gros Œuvre selon modèle fourni par la Maîtrise d'Ouvrage et la dépense répartie au compte prorata.

### **11.5 RACCORDS APRÈS OUVRAGES**

Chaque entrepreneur doit les raccords après exécution des travaux de son corps d'état.

**REHABILITATION ET EXTENSION DE LA RESIDENCE DESNOYER**

Tout raccord exécuté par l'entrepreneur lui-

Seul le Maître d'Œuvre est autorisé à juger de la qualité ou de l'aspect final.

**11.6 RACCORD OU RÉPARATION**

L'entrepreneur qui aura à exécuter dans le courant de la période de garantie des réparations ou ajustements aura à sa charge des raccords des dommages qu'il aura faits subiraux ouvrages des autres corps d'état.

**11.7 VARIANTE**

Sans objet.

**11.8 DOCUMENTS À REMETTRE PAR L'ENTREPRISE**

L'entreprise doit fournir **pendant la période de préparation** en 3 exemplaires :

Les avis techniques de tous les procédés de construction qui ne seraient pas considérés comme « traditionnels »,

Les certificats d'agrément de classement vis à vis de la résistance au feu,

En l'absence d'avis techniques, les enquêtes spécialisées et notices techniques d'un bureau de contrôle agréé concernant le procédé,

La documentation technique des matériaux et matériels proposés à leur mise en œuvre et les échantillons nécessaires pour choix du maître d'œuvre,

Les éléments prototypes et premiers de série,

Les PV d'essais émanant d'organismes habilités pour les matériaux et matériels et les échantillons nécessaires pour choix du maître d'œuvre,

Les attestations d'assurance,

Le calendrier prévisionnel détaillé par tâche

Les plans d'installation de chantier.

Les plans d'hygiène et de sécurité et d'installation de chantier (PPSPS conforme au PGC),

Les plans d'implantation et de panneautage.

Toute note méthodologique permettant d'améliorer l'organisation et la coordination des travaux.

**11.9 VISITE PRÉALABLE**

Une visite préalable sur site est souhaitable avant remise des offres, l'entreprise devra avoir apprécié l'importance des travaux à réaliser en site occupé.

## REHABILITATION ET EXTENSION DE LA RESIDENCE DESNOYER

**11.10 DISPOSITIONS SPECIFIQUES A LA GESTION DES DECHETS DE CHANTIER**

Cette opération s'effectue avec une gestion des déchets par tri sélectif.

La réglementation sur les déchets (loi n° 75.633 du 15 juillet 1975, loi n° 992.646 du 13 juillet 1992) a fixé les priorités de la politique des déchets :

- prévention et réduction de la production et de la nocivité des déchets,
- organisation du transport des déchets et limitation en distance et volume,
- valorisation des déchets pour réemploi, recyclage ou valorisation énergétique sans hiérarchie à priori entre ces différents modes,
- information du public.
- Chaque entreprise sera chargée d'assurer le nettoyage de ses zones de travail, de transporter l'ensemble de ses déchets et gravats jusqu'au lieu de stockage commun, et de trier dans les différents containers prévus à cet effet, notamment :

Type de déchets	Tri niveau 1	Tri niveau 2	Tri niveau 3
<b>Déchets inertes</b> pierre, béton, carrelage, terre, déchets de sanitaires, verre ordinaire ....	<b>1 contenant</b>	<b>1 contenant</b> liquides et solides	<b>1 contenant</b>
<b>Déchets non dangereux</b> métaux (acier, cuivre), bois non traités, matières plastiques, revêtement de sols, laine de roche...	<b>2 contenants</b> - métaux treillis soudés, cerclage, gaines VMC .... - autres produits.	<b>4 contenants</b> - métaux - bois non traités (palettes cassées, bastaings.... - plâtre - autres produits	<b>5 contenants et +</b> - métaux - bois non traités (palettes cassées, bastaings.... - plâtre - autres produits
<b>Déchets dangereux</b> Bois traités, peinture, solvants, pots souillés, colle, cartouches emballages non vides ou non .....	<b>1 contenant ou conteneur</b>	<b>1 contenant ou conteneur</b>	<b>2 contenants ou conteneurs</b> - peinture (pots d'emballages souillés -autres produits
<b>TOTAL</b>	<b>4 contenants ou conteneurs</b>	<b>6 contenants ou conteneurs</b>	<b>8 contenants ou conteneurs</b>

**Tri minimum de Niveau 1 soit 4 contenants ou conteneurs.**

Chaque entrepreneur se charge, du transport de ses gravats et déchets jusqu'aux lieux de stockage prévus par le gestionnaire du compte prorata.

Le gestionnaire du compte prorata se chargera de la mise en place des différents conteneurs, de la signalétique particulière, ainsi que du transport dans le stockage appropriés.

Les dépenses seront réparties au prorata du montant des travaux de chaque lot.

Une convention de compte prorata sera proposée aux différents lots par le Lot n°01 Gros Œuvre pendant le mois de préparation.

Aucune entreprise ne pourra se dédouaner du règlement de la convention de compte prorata.



REHABILITATION ET EXTENSION DE LA RESIDENCE DESNOYER

## 12. INSTALLATION DE CHANTIER ET DEPENSES COMMUNES

### 12.1 Installation de chantier et base de vie

Gestion du compte prorata par le Lot N°01 Gros Œuvre qui fera signer pendant le mois de préparation une convention de compte prorata à toutes les entreprises.

Le cantonnement doit être convenablement aéré, éclairé, isolé thermiquement et être équipé d'appareils de chauffage.

- Concevoir ou implanter le cantonnement afin que les sanitaires, et les vestiaires soient reliés entre eux par l'intermédiaire d'un sas.
  - Maintenir en permanence les cantonnements propres et en état de fonctionnement, y compris pendant les périodes de gel,
  - Réaliser un cantonnement de dimensions correspondant à l'effectif du chantier, à savoir au minimum :
    - Surface des vestiaires > 1,5 m<sup>2</sup> par personne ;
    - Surface des réfectoires > 1,5 m<sup>2</sup> par personne ;
    - Surface des sanitaires > 0,75 m<sup>2</sup> par personne ;
- Soit pour la surface d'une base vie > 3,75 m<sup>2</sup> par personne.

Les ratios qui précèdent permettent d'aménager un élément modulaire de 6,00 m x 2,50 m (soit 15 m<sup>2</sup>) en réfectoire pour 8 salariés, en vestiaire pour 8 salariés ou en sanitaire pour 16 salariés.

#### **Vestiaires:**

- Installer dans le vestiaire des armoires individuelles composées de 2 compartiments, avec un emplacement pour bottes et chaussures de sécurité. Ces armoires seront ventilées, avec un système d'extraction d'air vicié à l'extérieur.
- Equiper le vestiaire de sièges ou bancs fixés, de patères.

#### **Réfectoire:**

Équiper le réfectoire des éléments suivants :

- Tables et chaises,
- Évier alimenté en eau potable à température réglable,
- Appareils tels que plaques électriques, chauffe-gamelles, micro-ondes permettant de cuire ou réchauffer les aliments,
- Réfrigérateur,

#### **Installations sanitaires:**

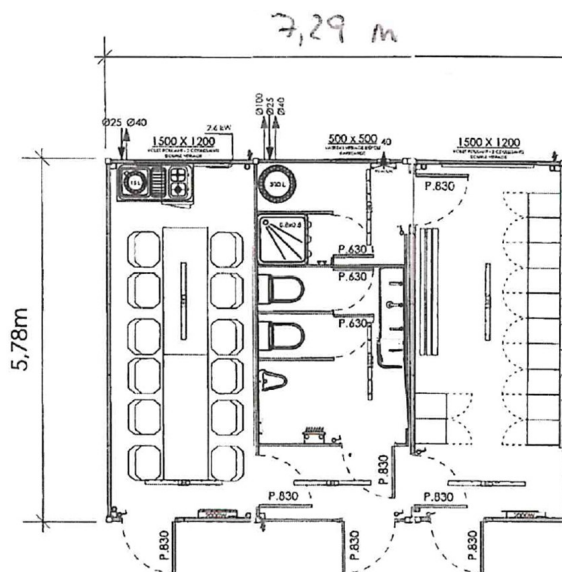
- Installer des lavabos alimentés en eau potable, à température réglable à raison d'un lavabo pour 4 personnes au plus, équipés de savon et de moyen de séchage,
- Installer un cabinet à la turque équipé d'un point d'eau et 1 ou 2 urinoirs pour 16 personnes au plus, raccordés aux réseaux d'eau et d'assainissement,
- Installer des cabines de douches à parois opaques, à raison d'une douche pour 16 personnes au plus, comportant chacune un sas de déshabillage équipé d'un siège et de patères, d'un chauffage spécifique rapide et communiquant directement avec les vestiaires.

#### **Raccordements aux réseaux:**

- Raccorder les installations au réseau public de distribution électrique,
- Raccorder les équipements sanitaires aux réseaux d'eau et d'assainissement. L'alimentation et l'évacuation des fluides seront conçues pour être hors gel.

#### **Exemple de base de vie**

REHABILITATION ET EXTENSION DE LA RESIDENCE DESNOYER



En outre seront prévus les installations suivantes :

- Zone de stockage des matériels et matériaux,
- Zone de stockage des déchets de chantier,
- Mise en place de bennes à déchets et rotation,
- Clôtures à panneaux rigides grillagés sur plots béton y compris son entretien régulier,
- Entretien des voiries,
- Balisage, signalétiques et protections réglementaires.

Localisation : suivant Plan Général de Coordination pendant toute la durée du chantier.

## 12.2 Gestion du compte prorata et des dépenses communes

La gestion du compte prorata et des dépenses communes en complément des dispositions décrites à l'article ci-dessus sera gérée par le Lot N°01 Gros Œuvre :

- ☐ Frais de mise à disposition et rotation des bennes à déchets,
- ☐ Nettoyages complémentaires en cas de défaillance de certains corps d'états,
- ☐ Entretien quotidien des sanitaires de la base de vie,
- ☐ Entretien des voiries et accès au chantier.

Localisation : pendant toute la durée du chantier.

**FIN DU CCTP TOUT CORPS D'ETAT.**